



CHAPITRE 277

LOI CONCERNANT CERTAINES MATIÈRES SPÉCIALES RELATIVES A LA PROCÉDURE

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi* Titre abrégé.
de certaines matières spéciales de procédure.

SECTION I

DES CAUSES DE LA COURONNE EN MATIÈRE CIVILE

2. Tout ce qui est considéré comme poursuite ou Poursuites; procédures civiles. procédure civile, si toutes les parties y concernées sont des particuliers, est considéré comme l'étant pareillement, bien que l'une de ces parties soit la couronne, à moins de dispositions contraires, ou que cette interprétation ne soit incompatible avec le texte ou l'esprit de la loi. S. R. (1909), 7537.

3. Dans toute poursuite ou procédure en matière civile, intentée par ou au nom de la couronne devant un tribunal ou un juge, dont l'objet est d'obtenir le recouvrement, ou de prévenir la perte de quelque propriété mobilière ou immobilière, loyer ou rente, droit, péage ou somme d'argent, ou de maintenir, exercer ou conserver un droit, un privilège ou une hypothèque sur ces biens, ce tribunal ou ce juge peut accorder à la couronne, si elle réussit dans la poursuite ou la procédure, les mêmes dépens qui seraient accordés à tout particulier en pareil cas. Pouvoir de la couronne de recouvrer les frais dans les procédures civiles.

La couronne a le même recours pour recouvrer les Recours. dépens qu'aurait ce particulier. S. R. (1909), 7542.

4. Si, dans ces poursuites ou procédures, la couronne est déboutée, le lieutenant-gouverneur en conseil Son pouvoir de payer les frais. peut ordonner, s'il le juge convenable, que paiement soit fait à la partie qui a obtenu gain de cause, des dépens qu'elle aurait recouvrés en pareil cas contre toute autre partie déboutée. S. R. (1909), 7543.

SECTION II

DU CHANGEMENT DE L'ÉPOQUE OU DU LIEU DE LA TENUE DE LA COUR

Où et quand
est accomplie
une chose qui
doit être faite
avant le chan-
gement.

5. Chaque fois que, en vertu de quelque acte ou proclamation, le temps ou le lieu fixé pour la tenue d'un terme d'une cour est changé, et qu'une personne a un ordre de comparaître ou de faire toute autre chose dans cette cour pendant le terme, à un jour qui, par suite de tel changement, n'est plus un jour du terme, ou à un endroit où la cour n'est plus tenue, cette chose est alors faite par telle personne le premier jour non férié dans le terme ordinaire ou extraordinaire qui suit immédiatement celui durant lequel, sans ce changement, la chose aurait dû être faite, à moins que le tribunal ne fixe un autre jour, et à l'endroit où la cour est alors tenue et auquel les archives et documents de la cour sont transportés et où toutes les matières commencées dans l'endroit où elle était tenue avant doivent se continuer et se terminer. S. R. (1909), 7536.

SECTION III

DE L'AFFIRMATION DES QUAKERS

Pouvoirs des
Quakers d'affirmer au lieu de prêter serment.

6. Les personnes communément appelées Quakers, qui résident dans la province, ne sont point tenues de prêter serment, mais au lieu de ce serment elles font une affirmation solennelle, en la même forme et dans les mêmes termes dans lesquels il est ordonné qu'un serment soit prêté, en remplaçant le mot "jure" par les mots "déclare et affirme solennellement, sincèrement et véritablement." S. R. (1909), 7250.

SECTION IV

DU CAPIAS AD RESPONDENDUM CONTRE DES PERSONNES RÉSIDANT DANS L'ONTARIO

Personnes
d'Ontario
arrêtées.

7. Un bref de *capias ad respondendum* demandé par une personne résidant dans la province d'Ontario, contre une personne résidant dans les limites de cette même province, ne peut être émis à moins que le demandeur, ou quelque autre personne, outre la déposition sous serment requise par la loi, ne prête serment devant un juge de la Cour supérieure, ou devant tout autre officier autorisé à recevoir tel serment, que le défendeur est sur le point de se retirer dans un pays ou endroit, hors des limites des provinces d'Ontario et de Québec, et ne possède, dans les limites de la province d'Ontario, aucun immeuble qui puisse laisser un espoir probable au demandeur que le montant de sa dette sera payé. S. R. (1909), 7558.

SECTION V

DE L'ACTE D'INDEMNITÉ LORS D'UNE SAISIE D'UN TRAIN DE BOIS

8. Le shérif ou l'huissier, avant de procéder à l'exécution d'un bref de saisie-arrêt, de saisie-revendication ou d'exécution contre un train de bois ou du bois de construction, peut exiger du poursuivant un acte d'indemnité avec deux cautions solvables, jugées suffisantes par l'un des juges de la Cour supérieure, portant promesse de lui payer tous dommages et frais résultant de telle saisie. S. R. (1909), 7559.

Acte d'indemnité avant la saisie d'un train de bois.

SECTION VI

DE CERTAINES VENTES AYANT L'EFFET DU DÉCRET

9. La vente d'immeubles faite par le liquidateur en vertu de l'article 34 du chapitre 144 des Statuts révisés du Canada, 1906, suivie des formalités ci-après mentionnées, a l'effet du décret. S. R. (1909), 7552.

Effet des ventes d'immeubles par le liquidateur.

10. Une copie de l'acte de vente et le certificat du registraire préparé en la manière prescrite pour les certificats requis dans le cas de vente d'immeuble par le shérif, doivent être déposés entre les mains du liquidateur. S. R. (1909), 7553.

Dépôt de copie de l'acte de vente.

11. Avis de ce dépôt, avec indication des noms de ceux qui ont possédé l'immeuble pendant les trois dernières années, doit être donné de la manière prescrite par l'article 1069 du Code de procédure civile. S. R. (1909), 7554; 9 Geo. V, c. 70, s. 1.

Avis du dépôt.

12. Les annonces de vente d'immeubles faites par les liquidateurs avant le seizième jour de mai, 1919 (date de l'entrée en vigueur de la loi 9 George V, chapitre 70), conformément aux dispositions des articles 1069, et 1069a du Code de procédure civile, sont déclarées suffisantes et valides, pourvu que, à l'égard de telles ventes, les autres formalités requises par la loi aient été dûment observées. 9 Geo. V, c. 70, s. 2.

Annonces de ventes d'immeubles, validées.

13. Dans les quinze jours qui suivent la dernière insertion de l'avis dans la *Gazette officielle de Québec*, tout créancier de la compagnie en liquidation, et toute personne ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur l'immeuble vendu ont le droit d'offrir une surenchère sur le prix d'achat porté dans l'acte de vente, pourvu que cette surenchère soit d'au moins un dixième de la tota-

Pouvoir des créanciers de se porter enchérisseurs.

lité du prix, et que le surenchérisseur offre en outre à l'acheteur de lui rembourser ses frais et loyaux coûts et lui donne à cet effet caution en la manière ordinaire, ou consigne une somme suffisante pour cet objet, à la discrétion du tribunal ou du juge, sauf à parfaire. S. R. (1909), 7555.

Pouvoir des
autres créan-
ciers de sur-
enchérir.

14. Tous autres créanciers de la compagnie et toutes autres personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur l'immeuble vendu peuvent également et aux mêmes conditions surenchérir sur la première surenchère et les uns sur les autres, pourvu que cette surenchère subséquente ne soit pas moindre qu'un vingtième du prix d'achat en sus des frais et loyaux coûts. S. R. (1909), 7556.

Droits de l'a-
cheteur de
garder l'im-
meuble.

15. L'acheteur peut néanmoins garder et retenir l'immeuble au prix porté par la dernière surenchère offerte. S. R. (1909), 7557.

SECTION VII

DES ENQUÊTES TENUES DANS LA PROVINCE SUR DEMANDE DE TRIBUNAUX DE TOUTE AUTRE POSSESSION BRITANNIQUE OU D'UN PAYS ÉTRANGER

Interroga-
toire sous ser-
ment de té-
moins, sur re-
quête d'un tri-
bunal compé-
tent de toute
autre posses-
sion brit, etc.

16. Lorsque, sur requête à cette fin, il est prouvé à la Cour supérieure ou à l'un des juges de cette cour, chargé d'administrer la justice dans le district, qu'un tribunal de toute autre province du Canada, ou de toute autre possession britannique, ou d'un pays étranger, devant lequel est pendante une cause civile ou commerciale, désire avoir le témoignage de quelque partie ou témoin qui se trouve dans le district, le tribunal ou ce juge peut ordonner que la partie ou le témoin soit interrogé sous serment, par questions écrites ou autrement, devant toute personne dénommée audit ordre, et peut assigner, par le même ordre ou par un ordre subséquent, cette partie ou ce témoin à comparaître pour rendre témoignage et lui enjoindre de produire tous écrits ou documents mentionnés dans l'ordre, ou tous autres écrits ou documents relatifs à l'affaire et qui sont en sa possession. S. R. (1909), 7541a; 11 Geo. V, c. 88, s. 1.

Par qui est
fait l'interro-
gatoire, etc.

Preuve par
lettres roga-
toires.

17. Les lettres rogatoires de la cour de justice ou tribunal devant lequel la cause est pendante sont une preuve suffisante à l'appui de la requête. S. R. (1909), 7541b; 11 Geo. V, c. 88, s. 1.

18. La requête ne peut cependant être accordée à moins que le requérant ne fournisse une caution ayant toutes les qualités et la solvabilité requises par les articles 1938 et 1939 du Code civil, pour garantir le paiement de l'indemnité qui pourra être due aux personnes assignées à rendre témoignage. S. R. (1909), 7541c; 11 Geo. V, c. 88, s. 1. Requête accordée après caution.

19. La signification de cet ordre à la partie ou au témoin, se fait de la manière ordinaire, en lui en délivrant une copie certifiée par le protonotaire. Le délai d'assignation est celui fixé par l'article 297 du Code de procédure civile. S. R. (1909), 7541d; 11 Geo. V, c. 88, s. 1. Mode de faire la signification.

20. Après la signification de l'ordre ainsi que d'un avis fixant le jour et le lieu de l'audition et signé par la personne ou l'une des personnes chargées d'entendre le témoignage, et après le paiement ou l'offre d'une somme suffisante pour défrayer les frais de voyage au taux ordinaire alloué par le tribunal du district, la personne ainsi assignée est obligée de comparaître aux lieu, jour et heure indiqués, et de répondre aux questions qui lui sont posées; et les dispositions des articles 303 et 330 du Code de procédure civile lui sont applicables, selon qu'elle fait défaut de comparaître, ou que, sans raison valable, elle refuse de répondre. S. R. (1909), 7541e; 11 Geo. V, c. 88, s. 1. Comparution du témoin. C. P. C., 303 et 330 applicables.

21. L'enquête doit être tenue, soit au palais de justice, soit en tout autre endroit de la municipalité où siège le tribunal. Endroit où est tenue l'enquête.

Cependant, si la partie ou le témoin réside à plus de cent milles du lieu des séances du tribunal, le tribunal ou le juge peut permettre qu'il soit interrogé dans la localité où il réside. S. R. (1909), 7541f; 11 Geo. V, c. 88, s. 1. Réserve.

22. Le serment est reçu par la personne ou l'une des personnes autorisées à recueillir la preuve. S. R. (1909), 7541g; 11 Geo. V, c. 88, s. 1. Serment.

23. Les dispositions du Code de procédure civile relatives à la compétence des témoins et à leur examen, doivent être suivies, lorsqu'elles peuvent s'appliquer aux enquêtes tenues en vertu de la présente section. S. R. (1909), 7541h; 11 Geo. V, c. 88, s. 1. Compétence des témoins.

Frais des
témoins.

24. Quiconque est ainsi cité en témoignage a droit, pour ses dépenses et perte de temps aux frais de route et à l'indemnité qui sont accordés aux témoins assignés à rendre témoignage dans un procès. S. R. (1909), 7541i; 11 Geo. V, c. 88, s. 1.

Par qui sont
taxés les frais
des témoins.

25. Les frais des témoins sont taxés par le protonotaire, et la taxe est exécutoire contre la caution, quinze jours après la date de l'examen. S. R. (1909), 7541j; 11 Geo. V, c. 88, s. 1.

Libération de
la caution.

26. La caution peut se libérer en déposant entre les mains du protonotaire le montant des frais et de l'indemnité dus à la partie ou au témoin, avec, en outre, la commission exigible sur les dépôts judiciaires. Le montant ainsi déposé est payé par le protonotaire à la personne qui y a droit, sur production de la copie de l'ordre qui lui a été signifié. S. R. (1909), 7541k; 11 Geo. V, c. 88, s. 1.

Tarif appli-
cable.

27. Le tarif de la Cour supérieure s'applique aux procédures prises en vertu de la présente section. S. R. (1909), 7541l; 11 Geo. V, c. 88, s. 1.
